

## Rashid Khalidi : « Même si elle a affaibli ses ennemis, la stratégie d'Israël est dans une impasse »

À l'occasion de la traduction de son maître livre, « Cent ans de guerre contre la Palestine », l'historien palestino-américain Rashid Khalidi évoque la situation née de l'anéantissement de Gaza. Il souligne que « le soutien des peuples occidentaux » à Israël « s'est envolé ».

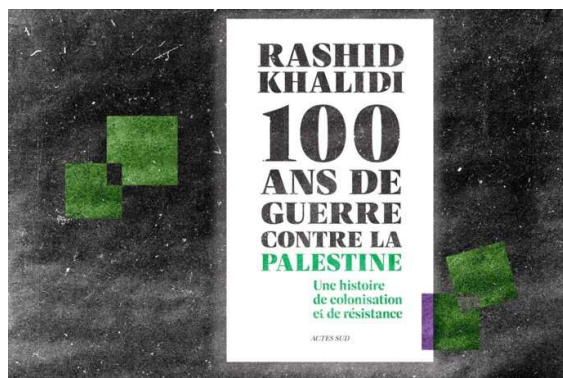
[Joseph Confavreux](#)

10 février 2026 à 07h23

Rashid Khalidi, né en 1948, est un historien états-unien d'origine palestinienne, considéré comme un des chercheurs majeurs sur le Proche-Orient. Il a succédé à l'intellectuel palestinien Edward Saïd à la chaire que tenait ce dernier [à l'université Columbia](#), à New York, une chaire qu'il a quittée à la fin de l'année 2024. Il a été, pendant vingt ans, l'éditeur du [Journal of Palestine Studies](#).

En français, trois de ses livres étaient déjà disponibles : *Palestine, histoire d'un État introuvable* (Actes Sud, 2007), *L'Empire aveuglé. Les États-Unis et le Moyen-Orient* (Actes Sud, 2004) et *L'Identité palestinienne. La construction d'une conscience nationale moderne* (La Fabrique, 2003).

Son ouvrage le plus célèbre, *Cent ans de guerre contre la Palestine. Une histoire de résistance et de colonisation*, vient d'être traduit en français par Khedija Maherzi aux éditions Actes Sud, et enrichi d'une postface inédite. Mediapart l'a rencontré à l'occasion de cette parution.



**Mediapart : Votre livre de référence est enfin traduit en français, six ans après sa publication en anglais. Même si tout n'a pas commencé le 7-October, doit-on insister plutôt sur les continuités ou sur les ruptures entre les « cent ans de guerre contre la Palestine » que vous avez étudiés et ce à quoi on assiste depuis plus de deux ans ?**

**Rashid Khalidi :** Il est vrai que des seuils ont été franchis et qu'on assiste, à Gaza, à des formes de barbarie inédites. Néanmoins, j'insiste sur les continuités dans les logiques. 750 000 Palestiniens ont été chassés de leurs terres en 1948, plus de 300 000 en 1967. La volonté d'anéantir la présence palestinienne en Palestine en pratiquant le nettoyage ethnique à grande échelle n'a donc rien de nouveau.

Certes, il existe des moyens nouveaux pour cela : des drones, des bombes d'une tonne... Mais la volonté de remplacer un peuple par un autre peuple est présente depuis plus d'un siècle.



Rashid Khalidi lors d'un rassemblement en faveur de Mahmoud Khalil, diplômé de Columbia et militant pro-palestinien, le 22 juin 2025 à New York. © Photo Peter Foley / UPI / Shutterstock / Sipa

**L'armée israélienne, après des mois de déni, a reconnu que le chiffre de plus de 70 000 personnes tuées dans ses actions directes à Gaza était le bon. Comment comprenez-vous alors, comme vous l'écrivez, la « focalisation presque exclusive de l'attention des élites occidentales sur le nombre élevé de victimes et sur la brutalité du Hamas envers la population civile israélienne lors de l'attaque du 7-October » ? À quoi tient que le narratif israélien continue de prédominer dans de nombreux pays occidentaux ?**

Accepter les chiffres du ministère de la santé à Gaza, c'est accepter que 83 % des tués par les frappes israéliennes sont des enfants, des femmes, des vieillards. Si on ajoute l'évidence que tous les hommes tués n'étaient pas combattants, une estimation réaliste est que plus de 90 % des personnes abattues par l'armée israélienne à Gaza sont des civils.

Mais quasiment personne ne raconte cela dans les médias. Même les personnes qui critiquent Benjamin Nétanyahou ne formulent pas cette réalité qu'Israël vise, délibérément, des civils. Si on compare avec le 7-October, cela met en regard environ 800 civils tués (et 1 200 en comptant les combattants israéliens) par rapport à 70 000 vies – au minimum – détruites par l'armée d'Israël.

Il y a une hypocrisie totale, sans doute liée à une peur des élites occidentales d'être accusées d'antisémitisme. Nous faisons les frais d'une propagande qui dure depuis des générations, ici aux États-Unis, mais aussi en France, en Allemagne, et qui nous a inondés de mensonges : « faire fleurir le désert », la « seule démocratie du Proche-Orient », une « terre sans peuple pour un peuple sans terre »...

Que ce soit dans les journaux *mainstream* ou au Collège de France, il y a nécessairement quelques personnes convaincues de la véracité de ces mensonges, mais je pense que la logique dominante est celle d'une grande lâcheté qui empêche de formuler une vérité que les chiffres et les images nous mettent pourtant sous le nez.

**Qu'est-ce qui vous fait garder l'espoir que vos « petits-enfants, dont le nombre est passé de trois à quatre depuis la première édition de ce livre, connaîtront un jour l'avènement d'une paix durable » ?**

Je ne pense pas qu'on puisse continuer comme cela, dans la mesure où l'opinion publique a été bouleversée et transformée par Gaza, non seulement dans les pays du Sud, mais aussi dans les pays occidentaux.

Les pays démocratiques ne peuvent plus supporter un régime israélien aussi agressif, non seulement vis-à-vis des Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie, mais aussi des pays limitrophes.

Un projet colonial ne peut se maintenir sans l'appui de sa métropole. Aujourd'hui, les métropoles d'Israël sont les États-Unis et l'Europe.

Certes, je ne suis pas sûr que les États-Unis, où je vis, seront encore une démocratie dans quelques années. Mais l'opinion publique occidentale a un poids interdisant à Israël de continuer comme cela, parce que ce pays dépend des pays occidentaux.

Tous ses avions de combat sont américains, toutes ses bombes de 1 000 kilos sont américaines, tous ses veto à l'ONU sont américains, tous ses chars ont des moteurs allemands.

Sans l'Occident, Israël ne peut pas continuer d'agir comme il le fait. Et cette complicité des pays occidentaux dans les crimes commis à Gaza et en Cisjordanie n'est plus acceptée par les peuples du monde entier.

Si on accepte cette réalité que le sionisme n'est pas seulement un mouvement national et un refuge pour les survivants de la Shoah, mais aussi un projet colonial, la configuration est similaire à d'autres situations historiques. Un projet colonial ne peut se maintenir sans l'appui de sa métropole.

Aujourd'hui, les métropoles d'Israël sont les États-Unis et l'Europe. Or, après des décennies d'hypocrisie et de mensonge, les peuples de ces métropoles ont la vérité sous les yeux. Cela ne peut pas ne pas avoir de conséquences, même si elles sont encore difficiles à évaluer.

***La prétendue « solution » à deux États paraît plus lointaine que jamais. Existe-t-il des possibilités de réalisation du projet national palestinien hors du cadre étatique ? Plus généralement, comment penser le futur de la Palestine, alors que les discussions sur l'avenir de Gaza et de la Cisjordanie sont réduites à des questions sécuritaires ou humanitaires ?***

Je suis allé en Cisjordanie et à Jérusalem récemment, et je suis d'accord avec les personnes que j'ai rencontrées et qui affirment que l'idée de deux États n'est plus qu'un fantasme.

J'ai fait partie de la délégation palestinienne à Washington et à Madrid, au début des années 1990, qui portait ce projet à deux États. J'avais sans doute tort d'y croire, tant Israël a en réalité tout fait pour enterrer cette idée depuis 1967.

Mais si on pouvait douter de la possibilité d'une telle issue il y a trente ans, aujourd'hui, avec 800 000 colons en Cisjordanie, il est évident que c'est absolument impossible.

Cependant, ce qui est tout à fait impossible également, c'est d'anéantir les Palestiniens ou de les forcer tous et toutes au départ, en dépit des rêves anciens de Herzl, Jabotinsky ou Ben Gourion.

Face à cette double impossibilité, je n'ai pas d'idées brillantes à offrir. Si la possibilité d'une partition délimitant deux entités territoriales est devenue inenvisageable, il demeure peut-être possible d'imaginer un partage de la souveraineté et de l'administration sur une même terre.

Trouver une solution ne sera certainement pas facile, mais il est évident que celle-ci ne pourra être seulement interne à Israël. Les changements ne pourront se faire qu'à travers des pressions extérieures. Il est arrivé que des administrations américaines pèsent sur la politique israélienne dans l'histoire, cela peut se reproduire dans l'avenir.

***Vous insistez pourtant dans le livre sur le fait qu'aucune issue ne pourra être trouvée sous le patronage des États-Unis, comme à l'époque du processus d'Oslo. Comment contourner cet acteur puissant ?***

Je ne crois pas, en effet, que les États-Unis puissent parrainer un processus d'avenir en Palestine et Israël, car l'histoire nous montre qu'ils n'ont jamais été un acteur neutre. Mais dans la mesure où ils ne peuvent être totalement contournés, il faut rappeler que l'opinion publique s'est profondément transformée aux États-Unis.

Le soutien à Israël a totalement disparu chez les démocrates et largement diminué parmi les républicains. Pour un candidat démocrate, un soutien de l'Aipac, le lobby pro-Israël le plus important du pays, est devenu radioactif.

Il n'y aura sans doute pas de changements majeurs sous Trump, mais on peut imaginer une politique très différente après, et même des transformations dès les élections de mi-mandat, à l'automne prochain.

Mais, quoi qu'il en soit, il faut que d'autres acteurs s'imposent et il me semble que c'est le cas, avec des pays qui veulent faire partie de la solution : Égypte, Turquie, Qatar, Arabie saoudite ou même Pakistan.

L'Europe, elle, n'existe plus dans la région. Elle est impuissante, divisée et ne peut s'en prendre qu'à elle-même. Mais d'autres pays sont en train d'acquérir un rôle plus consistant face à l'hégémonie des États-Unis. On le voit déjà en pratique à Gaza, où les États-Unis ne peuvent prétendre agir seuls, même s'ils demeurent en position dominante.

Même si cela demeure insuffisant, cette montée en puissance des pays de la région change la donne.

La plupart des Palestiniens jugent que puisque le Fatah et le Hamas ont tous deux échoué, il faut une nouvelle stratégie.

Cette volonté de ces pays de jouer un rôle accru n'est pas liée à une empathie soudaine envers le sort des Palestiniens, mais à leur sentiment que c'est leur propre intérêt national qui est menacé par Israël.

Nombre de pays du Proche-Orient avaient accepté l'idée, poussée par Israël et les États-Unis, que l'Iran constituait la principale menace dans la région, avec sa puissance militaire et ses soutiens au Liban, en Syrie, en Irak, au Yémen... L'Iran s'accommodait de cette fable valorisante. Mais on a vu que le régime iranien n'était qu'un tigre de papier. L'Égypte, la Turquie, l'Arabie saoudite ou le Pakistan redoutent aujourd'hui moins l'Iran que la politique israélienne, qui attaque non seulement à Gaza, mais au Liban, en Syrie et même au Qatar.

***Vous n'épargnez pas les responsabilités palestiniennes dans la situation du peuple palestinien et, dans votre postface, vous semblez aussi dubitatif vis-à-vis d'une Autorité palestinienne qui n'en a que le nom que de la stratégie mise en œuvre par le Hamas. Comment faire exister des acteurs politiques palestiniens à la hauteur de la situation ?***

Je suis historien et je ne saurais lire aucune boule de cristal. Ce que je constate, c'est que la faillite totale des accords d'Oslo et le renforcement continu de la colonisation ont rendu obsolète la manière dont l'OLP [*Organisation de libération de la Palestine – ndlr*] et le Fatah pensaient pouvoir défendre les droits des Palestiniens. Mais le Hamas a été créé en 1987 et quelle est la situation aujourd'hui ? Gaza est presque totalement détruite et la situation en Cisjordanie est pire que ce qu'elle a jamais été.



*Un véhicule israélien revenant de Gaza au niveau de la frontière le 1er juillet 2025.*

© Photo Jack Guez / AFP

La plupart des Palestiniens jugent donc que puisque le Fatah et le Hamas ont tous deux échoué, il faut une nouvelle stratégie, qu'il est difficile de définir, mais qui ne pourra se faire sans repartir de la situation en 2026, et non en réactivant les stratégies de la fin des années 1980 ou du début des années 1990.

***Vous rappelez que le Hamas, dans sa déclaration de principe de 2017, reconnaissait certes les lignes de partage de 1967, mais continuait néanmoins d'appeler à « la libération pleine et entière de la Palestine, du fleuve à la mer ».***

## **Comment expliquez-vous cette contradiction qui parcourt le mouvement national palestinien depuis des décennies ?**

Ce que veut – ou voulait – le Hamas n'est pas clair. Il existe des divisions internes au mouvement, avec une tendance qui accepte depuis déjà longtemps l'idée de cohabiter avec un État israélien. C'est cette tendance qui accepte de faire, en 2006, un gouvernement de coalition avec le Fatah et qui, en participant aux élections, acceptait, de fait, le processus d'Oslo.

Mais il y avait aussi, à l'intérieur du Hamas, une tendance inverse, ce qui explique pourquoi la déclaration de 2017 est schizophrénique. Il me paraît aujourd'hui impossible de savoir – maintenant que la plupart de ses cadres ont été tués – où il en est.

***Dans votre postface, vous écrivez que « la résistance armée risque de connaître une éclipse temporaire – ce ne sera pas la première fois », mais qu'il est « peu probable qu'elle cesse d'exister tant qu'une perspective de fin de l'occupation militaire, de la colonisation et de l'oppression du peuple palestinien ne se dessine pas ». Qu'est-ce que l'histoire nous dit des stratégies de résistance des Palestiniens à la colonisation ?***

L'occupation et la colonisation sont toujours confrontées à la résistance, qu'elle soit armée ou non. La résistance la plus intelligente utilise tous les moyens à sa disposition et les modules selon les situations concrètes, et ce que ces situations exigent ou permettent.

Lorsque l'Irlande commence, en 1919, sa résistance armée contre l'Angleterre, elle installe aussi un Parlement à Dublin, articulant ainsi lutte politique et lutte armée.

La résistance est inépuisable. Même quand elle semble s'éclipser, après des moments de défaite, comme cela a été le cas en Palestine durant quelques années après 1948, elle ne disparaît pas. L'occupation finit toujours par produire de la résistance.

La France est bien placée, depuis la Seconde Guerre mondiale, pour saisir qu'une occupation ne peut que produire de la résistance. Et que même cent vingt ans après la conquête, la colonisation finit toujours par être contestée, comme le rappelle le cas algérien.

***Vous écrivez que la débâcle militaire du 7-October marque « l'effondrement temporaire de la stratégie sécuritaire d'Israël », souvent « qualifiée à tort de doctrine de dissuasion » et découlant d'ailleurs de l'approche agressive mise en œuvre par l'administration coloniale britannique. Croyez-vous à un changement de doctrine ?***

Non, même si certains leaders israéliens ont, par le passé, compris que la force seule ne pourrait suffire, à l'instar de Yitzhak Rabin ou, dans une moindre mesure, du travailliste Ehud Barak ou d'Ehud Olmert, membre du Likoud. Désormais, tout le monde semble convaincu de l'adage israélien : « Si la force ne suffit pas, utilise plus de force. »

Cette stratégie est pourtant dans une impasse. Bien sûr, Israël a affaibli les capacités militaires de ses ennemis à Gaza, au Liban, en Iran ou en Syrie. Mais le pays est plus isolé que jamais.

Et le soutien des peuples occidentaux, largement acquis au sionisme depuis la Première Guerre mondiale et encore plus depuis la Seconde, s'est envolé, en raison de la barbarie mise en œuvre à Gaza et du caractère flagrant des mensonges des élites politiques et des médias à ce sujet.

[Joseph Confavreux](#)